

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

## *contre-courant*

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Huitième année----- NUMERO 32 -----Octobre 2001

DANS CE NUMERO:

- ? [Les luttes ouvrières actuelles et leur importance](#)
  - ? [La révolution est une nécessité et la révolte est un droit inaliénable des gens](#)
  - ? [Emeute des habitants de Zarand, un autre exemple de lutte contre le régime](#)
  - ? [Il faut séparer la religion de l'Etat](#)
  - ? [Des millions d'électeurs ont boycotté l'élection présidentielle](#)
  - ? [Les conséquences économiques de la réélection de Khatami](#)
- 

## Les luttes ouvrières actuelles et leur importance

Les combats ouvriers des mois de mars et d'avril auront un rôle important dans le développement de la lutte à venir contre l'ordre existant en Iran. Plusieurs centaines de grèves, de sit-in et de manifestations ouvriers ont été dénombrés l'année dernière. Durant les deux premiers mois de l'année (du 21 mars au 21 mai selon le calendrier iranien) et malgré deux semaines de vacances du début de l'année (du 21 mars) de spectaculaires mouvements ouvrières ont eu lieu. Vu le contexte politique et social de la société, l'importance de ces mouvements est considérable.

Du 21 mars au 21 avril, plusieurs actions de protestation ouvrières ont eu lieu dans les entreprises, entre autres Forsatian (textile) à Chiraz, Chadanpour (chaussures) à Téhéran, Industrie Plastique du Nord et Ala'edine à Téhéran. Du 22 avril au 21 mai, plus de 1000 ouvriers de Tchit - e - Rey sont descendus dans les rues de la ville de Rey et se sont rassemblés devant la sous-préfecture. Ils ont répété la même action et les ouvriers de Tchit - e - Momtaz les ont rejoints fin mai. Le 1er Mai, malgré de multiples mesures prises par les forces de répression et de la Maison de l'ouvrier (organisme d'Etat), des milliers d'ouvriers ont participé soit dans les défilés officiels soit dans les leurs. Ils ont scandé leurs revendications syndicales et politiques dans plusieurs villes pendant les marches du 1er Mai. Le 16 mai, plus de 1000 ouvriers de l'entreprise Barech sont allés vers l'hôtel de province d'Ispahan. Bien que les forces de répression aient attaqué leur rassemblement et arrêté 50 manifestants, deux jours plus tard, les ouvriers de Bafnaz d'Ispahan ont fait grève et se sont rassemblés devant l'usine. Les protestations ouvrières se font pour le paiement des arriérés de salaire, contre la fermeture d'usine, pour la réintégration des ouvriers licenciés et contre les privatisations. Mais lorsque les ouvriers descendent dans les rues, barrent les routes et marchent vers les centres administratifs, elles prennent des allures politiques. Des centaines d'entreprises sont sur le

point de fermeture à cause de la stagnation économique, des politiques économiques de l'Etat et des abus de la direction. Le non-paiement des salaires devient "habituel" dans ces entreprises. Les ouvriers sortent petit à petit de leur lieu du travail pour manifester dehors et se faire entendre et par les responsables et par la population. Ils prennent le défi de répliquer à l'Etat et à ses forces de répression, en barrant des routes et en manifestant dans les rues. Les ouvriers choisissent ces formes d'action alors que l'Etat islamique a redoublé les mesures de répression. Il y eu même des journaux de la faction de Khatami qui ont été interdits. Pire encore, des dizaines de défenseurs du système du vélayat - e - faghiih (règne absolu du guide religieux à vie) sont emprisonnés du simple fait d'émettre quelques critiques. L'opposition semi-légale a vu aussi ses militants arrêtés et emprisonnés. Elle ne fait guère plus que regretter la fermeture de la presse et l'inexistence de la liberté d'expression. Mais les ouvriers contournent tous les interdits, interdiction de manifester, de faire grève et de se rassembler, afin d'exprimer leurs revendications. La perspective actuelle montre une recrudescence des protestations ouvrières.

Fidèle à ses politiques économiques, l'Etat islamique privatise les entreprises et laisse libres les capitalistes nationaux et étrangers d'exploiter les ouvriers. Alors que les ouvriers manifestaient dans les rues d'Ispahan contre les privatisations, deux ministres de Khatami parlaient de bienfaits des privatisations et des allègements dans l'effectif des entreprises. Ils annonçaient aussi la modification des articles du code du travail en faveur du patronat. Le maire d'Ispahan précisait que pour sauver l'industrie textile, il n'y a d'autres solutions que licencier des ouvriers et de "rénober" cette industrie ainsi! Il est clair que la sécurité de l'emploi pour près de 500000 ouvriers qui travaillent directement ou indirectement dans l'industrie du textile est menacée. Des dizaines de milliers d'autres ouvriers risquent de graves problèmes à cause des politiques néo-libérales de l'Etat islamique. La classe ouvrière ne reste pas immobile. Son niveau de vie a extrêmement baissé. Elle est menacée par la pauvreté et le risque de perte de l'emploi. Ses moindres droits syndicaux et politiques sont pratiquement inexistantes. Elle ne peut donc que combattre les nouvelles politiques économiques de l'Etat islamique. Des ouvriers de différentes entreprises ont organisé des centaines de grèves et de manifestations ces deux ou trois dernières années. Le nombre de leurs actions est en constante augmentation. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont participé aux protestations chaque année. Bien que les grèves, et manifestations aient été suivies d'arrestations, de licenciements et de surveillance, la courbe des mouvements ne cesse de monter. Les ouvriers ont tiré des leçons de la solidarité de leur mouvement. C'est pourquoi les actions de protestation ouvrière seront de plus en plus nombreuses. Elles feront un bond qualitatif. Le développement des combats ouvriers et leur passage au stade supérieur auront non seulement un rôle important dans l'unité et l'organisation des ouvriers mais en plus il influencera positivement les luttes des autres couches sociales. Les ouvriers ont donné du courage aux femmes, aux jeunes, aux habitants démunis des banlieues et aux paysans pauvres en venant manifester dans les rues, barrer les routes et en brisant le climat de la terreur établi par le régime.

---

## La révolution est une nécessité et la révolte est un droit inaliénable des gens

La société iranienne va vers une explosion révolutionnaire. Cette réalité est prononcée aujourd'hui par tout un chacun de diverses manières. Lorsque tous ceux qui sont contre la révolution en parlent dans tous leurs communiqués, discours et réunions, cela prouve que la révolution est devenue un problème qui menace le régime et ses factions. Si cela n'était pas

vrai, il serait inutile que tant de choses soient dites ou écrites contre la révolution et en faveur des réformes. Toutes celles et tous ceux qui sont inquiets d'une autre révolution en Iran, ne cessent de consacrer beaucoup d'énergie pour prouver que la révolution n'est pas une solution de changement dont l'Iran a besoin. Ils ne devaient donc pas donner autant de leçons et d'inviter les gens à la patience. Les journaux du régime, les communiqués, les interviews, les discours des députés, les déclarations des responsables exécutifs et judiciaires, les dires des commandants des forces armées du régime, les propos des petits et grands organes des deux factions du régime de la République islamique, mais aussi ceux de l'opposition bourgeoise, la plus libérale soit-elle, sont débordants d'inquiétudes, celles du "risque d'une nouvelle explosion" en Iran. Tout ce monde a peur de la révolution et le dit haut et fort ici ou là.

Laissons de côté la classe dirigeante et ses factions; prenons un communiqué du Front national (un groupe politique iranien au sein duquel plusieurs partis et organisations de la bourgeoisie sont rassemblés). Il vient de faire un communiqué après un long silence. Ce communiqué condamne apparemment la répression du régime islamique, mais en fait c'est un communiqué qui déclare l'effroi du Front national des mouvements révolutionnaires. Le communiqué dit au régime: "Nous sommes inquiets du débordement de la patience d'une partie des jeunes, surtout les étudiants. Si cela se réalise, ils auront des actes qui ne seront pas bonnes pour le pays." Le communiqué propose aux gens de ne jamais répéter les actions du genre du mouvement étudiant de juillet 1999. Le Front national iranien invite les gens "à la sagesse et à la patience".

A part le Front national - groupe d'opposition bourgeoise -, les membres de la faction "réformatrice" du régime ne s'arrêtent pas de dire que Khatami est les "réforme" à l'intérieur du régime sont la seule solution en laquelle les gens doivent espérer. Abbas Abdi (ex-fou de Dieu et actuel réformateur) fournit sans cesse des théories. Il dit que les gens doivent définitivement oublier de faire une autre révolution. Il dit: "L'expérience historique des gens montrent que nous sommes obligés de prendre le chemin des réformes car nos révolutions de ces cent dernières années ont montré qu'elles ne peuvent résoudre nos problèmes." Pour justifier l'échec des "réformes" durant ces 4 dernières années, Abdi dit: "Si nous pouvions faire le chemin des réformes en quatre ans, nos prédécesseurs l'auraient sûrement fait avant nous." Monsieur Abdi pense probablement comme monsieur Saïd Hadjarian qui avait dit qu'il fallait quatre cents ans pour que les réformes réussissent! Les laquais du régime, ceux qui ont serré la main du régime dans le passé pour réprimer les forces révolutionnaires, répètent la même chose à l'extérieur du pays que nous faisons l'économie de les citer. Voilà que les promesses de Khatami se sont avérées vides de tout sérieux et de sens en 4 ans, de sorte que les personnes les plus proches de lui, entre autre Abdi et Hadjarian l'avouent d'une manière au d'une autre, mais les laquais du régime disent à l'extérieur: "Les bouleversements sociaux en Iran sous Khatami ont été tels que la pensée politique et la culture iraniennes n'en ont pas vu de pareils durant ces cent dernières années." C'est par ce genre de raisonnement que ces laquais appellent les gens aux urnes le plus massivement possible et afin de voter pour le mollah Khatami. Ces laquais du régime sont devenus tellement arrogants qu'ils appellent les combattants de la liberté et du socialisme "complices de la mafia du pouvoir", du fait que ces derniers ont boycotté la mascarade électorale en Iran. Les laquais du régime ne manifestent en fait que leur terrible peur de la révolution imminente. Ils savent bien que le boycott des soi-disant élections est une déclaration de guerre au régime. Ils savent bien que les masses populaires qui ne participent pas aux élections consciencieusement ne pensent qu'à la révolte contre tout le régime. L'inquiétude de tous les groupes à l'intérieur et à l'extérieur du régime n'est que de la révolution. Ils savent bien que la faction du guide du régime n'a plus aucun crédit même auprès des masses populaires les plus inconscientes. Ils font alors espérer les gens en la faction faussement appelée réformatrice de Khatami. Mais l'échec de la faction de

Khatami et le fait que ses promesses se sont avérées vides de tout sérieux ont naturellement entraîné la désillusion des gens. Bien sûr, la plupart des gens savaient bien que Khatami, cet ex-responsable de l'appareil de la censure et de l'inquisition du régime islamique (Khatami était ministre de l'orientation et de la culture islamique pendant 10 ans) ne pouvait pas être instigateur de réformes. N'est-il pas vrai que les figures de ces soi-disant réformes ne sont autres que les commandants des pasdaran, des bassidjis, du Hezbollah, des tortionnaires du ministère du renseignement et des bourreaux des tribunaux islamiques? Alors dans ce cas, que pouvait-on attendre d'elles sinon la continuation de la réaction islamique? Il ne faut toutefois pas oublier que si Khatami a pu avoir le soutien d'une partie de la population, ce n'était que des jeunes qui n'avaient aucune expérience politique, car nés sous le régime de la République islamique et méconnaissant des idées et groupes d'opposition sérieuses qui sont toutes interdites. Mais cette même partie de la population sait maintenant que Khatami est aussi un autre réactionnaire comme tous les autres dirigeants du régime. Ils ont dû en faire l'expérience et ils l'ont faite maintenant. La majorité des gens sont actuellement conscients que pour les changements, il n'y a pas d'autre solution que la révolution qui renversera le régime de la République islamique et toutes ses factions. Le camp de la réaction a bien peur de cette même révolution. C'est pourquoi les individus de ce camps ne savent plus où donner la tête pour réprimander la révolutions et ses "méfaits". Une bonne partie de la bourgeoisie parle encore de "réformes", car elle est pratiquement et théoriquement contre la révolution comme les dirigeants du régime. La bourgeoisie a raison de défendre les "réformes", car elle n'a pas d'autres alternatives. Par ailleurs, les intérêts économiques et politiques de certaines parties de la bourgeoisie iranienne sont noués avec certaines réformes proposées par la faction de Khatami. Elle peut consolider son règne sous certaines conditions. La révolution, par contre, est contre les intérêts de toute la classe dirigeante. Car elle veut renverser aussi bien la faction dure du régime que la soi-disant modérée. Il est clair que cette révolution effraie l'ensemble de cette classe et ses factions. Ces dernières ont donc raison de combattre l'idée même d'une révolution. Elle dresse donc non seulement la parole contre cette révolution mais aussi tout ce qu'elle possède comme armes et chars et autres moyens de répression. Mais tous ces moyens ne peuvent point barrer le chemin d'une nécessité qui a des racines sociales profondes. Cette nécessité n'est autre qu'une nouvelle révolution en Iran. Ce n'est pas la pensée, les rêves et la volonté des individus qui font naître une révolution. Personne ne peut déclencher une révolution par un ordre et de la même manière la répression, les ordres, les donneurs de leçons et les propagandes ne peuvent l'empêcher. La révolution fait partie intégrante de l'évolution sociale et historique de toute l'histoire de l'humanité. Si les mutations révolutionnaires et le changement des structures économiques et sociales ne s'étaient pas produites, l'humanité ne serait jamais au stade actuel de son évolution historique. Si les révolutions politiques n'ouvraient pas la voie des révolutions sociales, l'histoire de l'évolution de l'humanité aurait pris au moins plusieurs siècles de retard. N'est-il pas vrai que les bouleversements énormes des structures économiques et sociales dans toute l'histoire sont dus aux révolutions sociales? N'est-il pas vrai que toutes les révolutions sociales se sont heurtées à la résistance des classes dirigeantes et des organes qui défendaient les intérêts des anciennes classes? Est-il faux de dire que les révolutions politiques ont accéléré le processus des révolutions sociales? L'avènement du capitalisme a montré très clairement cette réalité. Les relations capitalistes ont apparus au sein même de la société féodale. Mais leur développement qui devait bouleverser les fondements de l'ancienne société causait problème à la classe féodale et à ses organes moyenâgeux. Il aura fallu casser toutes les barrières féodales pour que les relations économiques, sociales et politiques soient évoluées. Cela n'était possible que par une révolution politique. Toutes les révolutions des XVIII ème et XIX ème siècles ont eu lieu en Europe à cette fin. Tous les pays capitalistes développés d'aujourd'hui, de l'Angleterre aux Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche, la France, les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie ont traversé l'étape des révolutions pour arriver là ils sont actuellement. Il y a eu dans certains pays

comme la France plusieurs révolutions. Les révolutions ouvrières de la seconde moitié du XIX ème et de la première moitié du XX ème siècles démontrent la même réalité bien qu'elles aient échoué et que la révolution politique y fût la pré-condition de la révolution sociale. Les révolutions sont donc une nécessité et aucune réaction ne peut les empêcher. Si elles sont réprimées une fois, elles réapparaîtront plus puissamment une autre fois. Si la réaction retarde les révolutions par les massacres et répressions, elles reviendront avec une force de destruction plus importante. Il y a le même phénomène en Iran. La révolution Constitutionnelle de 1906 a échoué sous les coups de la réaction, une autre est venue en 1979 avec une force de frappe plus importante. Cette dernière a également échoué à cause de l'inorganisation de la classe ouvrière et des masses laborieuses et de leur manque de prise de conscience. Elle a échoué car la réaction de classe et religieuse a pu trouver les forces de sa répression parmi les voyous, les éléments sans classe sociale et les individus les plus arriérés et les plus inconscients. Les actuels "réformateurs" de la faction de Khatami font bien partie de ces voyous et de ces religieux qui ont fait échouer la révolution de février 1979 en Iran. Le fait est que tout le monde constate que cette révolution est en train de revenir plus puissamment que les deux dernières fois. Pourquoi? Parce que la société iranienne a une série de besoins qui doivent être satisfaits. Ces besoins sociaux ne sont pas disparus par la répression des révolutions et des mouvements révolutionnaires. C'est tout le contraire, la résistance de la réaction contre ces besoins, les a rendus plus nécessaires à se concrétiser. La non-réalisation de ces besoins a sans cesse aggravé les contradictions sociales et a rendu la révolution plus nécessaire que jamais. Une nouvelle révolution en Iran n'est pas à l'ordre du jour que pour liquider les institutions moyenâgeuses et la concrétisation des revendications bourgeoises démocratiques, mais aussi pour enlever les barrières de l'évolution de la société posées par la classe capitalistes et les relations capitalistes qui l'empêche. Sinon rien que la liquidation radicale des institutions et organes moyenâgeux, entre autre l'appareil clérical, exige une nouvelle révolution afin que la société soit nettoyée de ces abjections. Car en Iran les institutions cléricales et la bourgeoisie sont liées. L'une des raisons de l'échec des soi-disant réformateurs (faction de Khatami) est d'ailleurs bien cela. La révolution en Iran doit subvenir aux besoins dont aucun réformateur n'est capable de les concrétiser. La République islamique et la bourgeoisie d'Iran ne peuvent que empêcher la réalisation de ces besoins et des revendications des gens. La résistance de la réaction se fait par la répression et le despotisme. C'est pourquoi les masses populaires n'ont d'autres solutions que de prendre les armes pour balayer le régime des réactionnaires islamiques. La bourgeoisie et ses acolytes disent tout le temps que la révolution n'est pas la solution car elle est la solution la plus dispendieuse! Ils disent que prendre les armes entraîne la violence et est un moyen brut de changement. La bourgeoisie propage toute cette fourberie pour continuer encore quelques temps son règne sur les masses populaires. Bien que la révolution soit un moyen "coûteux" pour le changement, comme dit la bourgeoisie, mais elle est incomparable avec d'autres moyens. Car les masses populaires payent plus "cher" tous les jours, sous le régime de la République islamique. Ce régime a massacré des dizaines de milliers de personnes, entraîné plus de pauvreté, de chômage et de toxicomanie qu'avant. Les pressions sociales et politiques que le régime actuel fait subir aux gens, les tuent à petit feu. Or ce que les gens payeront en faisant une autre révolution n'est presque rien. Une autre fausse idée que la bourgeoisie propage, c'est-à-dire la révolution égale la violence et incivilité est aussi futile. C'est exactement le contraire, lorsque tout un peuple prend les armes pour se libérer de ses despotes et geôliers, c'est qu'il aura atteint un haut degré de civilisation, de culture et de prise de conscience afin de ne plus accepter un régime réactionnaire qui le rapetisse par la force et la dictature. Insurger contre un régime qui avilit les gens, piétine leurs droits et commet des crimes atroces est un droit incessible des masses populaires. Même la bourgeoisie mondiale, quand elle était encore une force progressiste, a non seulement défendu le droit des gens à se lever contre la tyrannie, mais elle a marqué ce principe dans sa Constitution. Quand un régime s'impose par la force de

ses armes, ses canons et chars, quand il empêche par la violence les évolutions sociales et historiques que les masses populaires réclament, il n'y a aucune autre solution qu'anéantir ce régime de violence contre-révolutionnaire par la violence révolutionnaire du peuple en armes. Les masses populaires d'Iran n'ont pas oublié qu'il y a 23 ans, c'est leur insurrection armée qui a permis la chute du régime du chah. Prendre les armes et faire la violence révolutionnaire contre les réactionnaires est une partie inséparable de la révolution. Renverser les réactionnaires islamiques est la civilisation même. Laissons trembler les réactionnaires de tout genre du bruit de la révolution. Une révolution violente pour le renversement de la République islamique est une nécessité incontournable. Seule une telle révolution et la prise du pouvoir par les masses d'ouvriers et de travailleurs peuvent sauver les gens en Iran.

---

## Emeute des habitants de Zarand, un autre exemple de lutte contre le régime

Le mardi 15 mai, la ville de Zarand était témoin de la révolte de ses habitants. Quand les forces de l'ordre ont tiré sur deux jeunes ayant entraîné la mort de l'un d'eux, les gens sont allés vers le commissariat. Les forces de répression ont tiré une seconde fois. Au moins un autre manifestant a été tué par balle. Les gens ont alors commencé à mettre le feu aux véhicules des forces de répression et ont pris la direction de quelques bâtiments publics. Les vitres de toutes les banques et de la sous-préfecture ont été brisées par les manifestants. Les échauffourées avec les forces de répression islamique ont continué tard dans la nuit. A par les deux morts de la révolte des habitants de Zarand contre le régime, plusieurs dizaines de blessés ont été dénombrés. L'on ne connaît toujours pas le nombre de manifestants arrêtés.

La protestation des habitants de Zarand est un nouvel exemple de mouvements populaires contre la situation existante. Des centaines et des milliers de personnes prennent part à ces mouvements dont le nombre ne cesse d'augmenter. Elles s'en prennent aux bâtiments de l'Etat et aux quartiers où les forces de répressions sont groupées. La manifestation des habitants de Zarand est un nouvel exemple de la situation explosive de l'Iran. Les masses populaires, mécontentes de la situation économique, des conditions sociales et du despotisme islamique, se mettent de plus en plus en mouvement pour combattre le régime. La crise économique et le chômage ont mis les masses laborieuses dans une pauvreté extrême. Selon les statistiques et standards officiels, les familles urbaines ayant moins de 132000 toman (environ 165 dollars US) et les familles rurales moins de 83000 toman de revenus par mois sont sous le seuil de la pauvreté. La comparaison de ces chiffres au niveau des salaires de la plupart des gens en Iran démontre que l'écrasante majorité de la population est en sous du seuil de pauvreté. A part des millions de chômeurs et des millions d'autres qui ont des petits boulots, le salaire de la plupart des ouvriers, des enseignants et d'autres salariés est bien au-dessous des chiffres annoncés par l'Etat. Des millions d'enfants sont mal nourris et mal habillés. Ils n'ont pas de moyens suffisants pour étudier. Plus de la moitié des maladies des enfants viennent de la malnutrition. La pauvreté est accompagnée par l'inexistence des droits individuels et sociaux. La répression des gens qui protestent est monnaie courante. Les masses populaires constatent bien qu'une petite minorité de parasites capitalistes devient de plus en plus riche, alors qu'elles sont dans le chômage, la famine et la pauvreté. Les gens voient bien que du guide du régime au chef des pouvoirs judiciaire et législatif, en passant par les députés de l'Assemblée, les forces de répression, les bureaucrates et même les petits directeurs désignés par le régime sont corrompus, volent et pillent. Ils ne pensent qu'à leurs intérêts et à plus de pillage et de vol des fruits du travail des ouvriers et travailleurs. L'ensemble de ces réalités a engrangé de telles

colères chez les masses populaires que la moindre étincelle fait exploser leur tollé. Un jour l'interdiction d'un journal, pourtant proche d'une des factions du régime, fait descendre les gens dans les rues, un autre jour le manque d'eau courante. Tel était le cas de la manifestation de la ville populaire de Chateréh, le manque d'eau. Toutes les récentes manifestations des gens dans les villes de Machhad, d'Ispahan, d'Abadan, de Lamerd, d'Iranchahr, de Téhéran et de Sannandadj ont eu lieu par une petite étincelle. Bien que tous ces mouvements de masse aient eu lieu pour une raison différente, mais la manière en a été identique. Les gens ont attaqué les bâtiments de l'Etat, incendié les véhicules des forces de l'ordre, cassé les vitres des banques, sous-préfectures ou encore palais de justice. Les récents mouvements de protestation populaires sont tous les signes de l'amoncellement des revendications économiques et sociales. Ils sont toutefois éparpillés et discontinus. Ils n'ont pas de leadership. La composition des participants, l'inorganisation et l'inexistence du leadership sont les causes de l'éparpillement et de la spontanéité de ces mouvements. Mais dans l'ensemble, le nombre des mouvements de masses populaires ne cesse d'augmenter. Ils se font plus souvent. Si les gens prennent pour cibles les bâtiments du régime, les banques et établissements des capitalistes, c'est que ils connaissent bien l'ennemi. Les mouvements dispersés actuels sont le prélude des mouvements de protestation des travailleurs et des habitants démunis des environs des villes qui s'uniront avec le mouvement de classe ouvrière pour faire les comptes aux les oppresseurs et exploiters.

---

## Il faut séparer la religion de l'Etat

La République islamique a instauré un Etat religieux. Cet Etat a privé les masses populaires d'Iran de liberté et de démocratie. La République islamique est la preuve même qu'un Etat religieux est un ennemi juré de la liberté et de la démocratie. La condition préalable à la liberté et à la démocratie est bien la séparation de la religion de l'Etat et la suppression de l'Etat religieux.

L'Organisation des Fedayin (Minorité) défend avec persévérance les libertés politiques et les droits démocratiques des masses populaires d'Iran. Elle exige donc que la religion soit complètement séparée de l'Etat. L'Organisation des Fedayin (Minorité) propose que:

- La religion soit déclarée l'affaire personnelle des individus et l'Etat ne s'occupe pas des affaires religieuses;
- Les avantages pour n'importe quelle religion soient abrogés et le pays se libère d'une religion officielle;
- Les financements de l'Etat aux institutions religieuses soient supprimés. Il ne doit s'occuper d'aucune religion;
- La mention de la religion des individus dans les documents officiels soit interdite;
- Toute personne soit libre d'avoir une religion et d'en n'avoir aucune;
- Toutes les écoles et établissements de l'éducation soient absolument laïcs; l'enseignement religieux et les rituels religieux y soient interdits;

- La religion et l'appareil clérical n'aient aucun rôle dans les écoles et leurs programmes et livres.

---

## Des millions d'électeurs ont boycotté l'élection présidentielle

Malgré les propagandes de l'Etat islamique et des radios persanophones (BBC, RFI et autres) qui ont invité les gens aux urnes, des millions d'électeurs ont boudé la mascarade de la réaction au pouvoir en Iran qu'elle s'efforce de qualifier d'élections présidentielles. Toutefois aussi bien le régime que ces radios se félicitent de la présence massive des gens. Ils essayent de se cacher la face. Bien que plus de 6 millions nouveaux électeurs aient été annoncés, le nombre des votants, y compris les fraudes habituelles par millions, est largement inférieur à celui de l'échéance précédente.

Il y a 4 ans, le régime a annoncé que sur 36,5 millions d'électeurs 29,145 soit 88% ont participé aux élections. Les sources officielles ont annoncé cette année 43,6 millions ou 42,6 millions d'électeurs selon une autre source. Mais le ministère de l'intérieur a annoncé 28 millions de votants pour les élections du 8 juin dernier soit 65% de l'électorat. Il y a eu aussi un demi million de voix nulles officiellement annoncées. Donc la participation massive prétendue par les dirigeants du régime et les grands médias intérieurs et internationaux n'est qu'un mensonge. Selon les chiffres officiels, il y a donc 14,5 millions d'électeurs qui ont boycotté la mascarade présidentielle du régime. Ce grand boycott a eu lieu alors que tous les appareils de propagande du régime ont essayé, même par la menace, d'appeler les gens aux urnes. Tous les journaux, la radio et télévision du régime ont orchestré une campagne d'appel au vote sans précédent. Tous les dirigeants du régime avaient appelé à voter. Les factions du régime ont oublié leurs querelles et étaient unies sur ce point. L'appareil clérical ne savait plus où donner de la tête pour que les gens viennent voter le plus massivement. Les grands mollahs ont même fait des fatwas pour que les gens n'oublient pas le vote! Les instituts de sondage des deux agences de presse officielles, IRNA et ISNA, n'ont cessé de publier le résultat d'enquêtes bidon selon lesquelles 85 à 90% d'électeurs participeraient aux élections. Les programmes persans des radios comme B.B.C., Voice of America, Liberty, Deuche Welle et Radio France Internationale avaient même augmenté le nombre d'heures de leurs émissions pour que les gens aillent voter en Iran!

Vu que les groupes d'opposition avaient de petits moyens de faire entendre leur appel au boycott et le fait que 35% d'électeurs ne sont pas allés voté, malgré toutes les propagandes, les fatwas et menaces, est politiquement très important. Autant les 35% de non votants sont politiquement importants, autant la participation de 65% n'a pas de valeur politique en Iran. Car les élections n'y sont pas libres et seule une poignée de sympathisants du régime peuvent se présenter comme candidat. Il y a une grande partie de ces 65% d'électeurs qui ne veulent plus de la République islamique. Mais ils préfèrent élire entre mauvais et pire tant que la République islamique n'est pas encore renversé. Plusieurs millions d'électeurs étaient des jeunes de 16 ans (âge légale de vote en Iran) qui n'ont aucune expérience politique, sinon ils sont des forces potentielles contre le régime. Dès qu'ils ont une instruction au niveau du baccalauréat, ils deviennent contre le régime. Il y a aussi des gens qui ont peur de perdre leur emploi ou ne pas pouvoir entrer à l'université si leur carte d'électeur ne porte pas de tampon prouvant leur participation aux diverses mascarades électorales du régime. L'ensemble de ces électeurs sont bien compris dans les 65% votants qui ne sont pour autant en faveur du régime.

Il y a 4 ans, quand Khatami a été élu pour la première fois, beaucoup de gens avaient des illusions. Elles n'existent plus maintenant ou bien sont peu nombreuses et donc négligeables. L'une des autres raisons pour laquelle la participation de 65% d'électeurs n'est pas politiquement importante est qu'elle ne change pas le rapport des forces et la situation politique. Elle n'empêche donc pas l'accroissement des mécontentements de masses et le développement des luttes révolutionnaires des gens contre le régime. Cela est une réalité qui a été vérifiée pour les précédentes élections présidentielles. Bien que 88% y aient participé et que beaucoup de gens aient eu des illusions sur Khatami, mais le cours des luttes en dehors des institutions légales ne s'est pas altéré. Les mouvements ouvriers, étudiantins, des femmes et des jeunes ont continué et la crise politique s'est encore approfondie. La perspective des luttes n'a pas changé, elles vont continuer. De plus, les masses populaires savent maintenant que Khatami et sa faction sont de faux réformateurs. Ils ne font qu'appliquer les politiques de leur faction adverse. Quand Khaménéï, le guide du régime, a dit: "Chaque voix jetée dans les urnes est une voix en faveur de la République islamique et de sa Constitution", il a en fait tiré le coup de grâce sur sa faction rivale. C'est maintenant le tour des masses laborieuses d'Iran de tirer le coup de grâce sur le régime de la République islamique.

---

## Les conséquences économiques de la réélection de Khatami

Peu temps avant les élections présidentielles, la Banque mondiale a annoncé l'octroi d'un prêt de 700 millions de dollars à la République islamique. Quelques jours plus tard, la Deutsche Bank a annoncé qu'elle avait accordé à la République islamique un prêt de 750 millions de dollars de la part de 20 banques européennes. La venue d'une commission de la Banque mondiale en Iran a été aussi déclarée. Tous ces compromis se sont donc fait avant la réélection de Khatami. Quand tout le monde savait que de toute manière Khatami sera réélu et que les réformateurs faisaient tout pour qu'il le soit avec le plus de voix possibles, la prise des décisions économiques s'est accélérée. La Banque centrale iranienne a rapidement donné son accord pour que deux établissements de crédit se transforment en banque privée. Cela fut en fait le prélude des privatisations des banques. Le président de la "Direction des privatisations", un organisme mis en place pour privatiser les entreprises publiques, a déclaré également que sur 1000 entreprises publiques 734 sont tout à fait prêtes à la privatisation. Il a précisé qu'elles seront vendues soit à la Bourse soit par des appels d'offre. Le gouvernement a annoncé l'octroi de 3 milliards de dollars, provenant de la vente du pétrole, au secteur privé pour sa stimulation. L'Assemblée islamique a fait des lois pendant la campagne présidentielle contre les "barrières de la libéralisation économique". Le Conseil de surveillance qui doit approuver les lois votées à l'Assemblée, a renvoyé la loi sur "la contribution et le soutien aux investissements", mais il a approuvé la loi autorisant la création des compagnies d'assurance privées. L'Assemblée islamique a également voté une loi pour la suppression des subventions sur des produits de première nécessité. Elle envisage une autre loi pour la réduction ou la suppression de l'impôt en faveur des capitalistes. Les responsables du régime disent qu'ils n'ont plus que 4 ans - équivalent au second mandat présidentiel de Khatami - afin d'appliquer toutes les directives de la Banque mondiale et du FMI. Ils affirment que leur but est de faciliter la circulation du capital comme les autres pays afin de pouvoir entrer dans l'Organisation mondiale du commerce. La suppression des subventions, la réduction des coûts budgétaires de l'Etat et le déficit zéro sont les conditions que les responsables du régime s'efforcent de remplir. Mais pour cela, il faut aussi que taxes douanières soient supprimées, les barrières légales des investissements étrangers soient levées, les règlements protectionnistes

pour les industries intérieures et les produits nationaux soient invalidés, la santé soit privatisée et le code du travail soit modifié de telle sorte que les limitations d'heures de travail n'y soient pas indiquées, que le plafond de salaire minimum n'y soit défini et que les licenciements soient facilités. C'est pourquoi les établissements de production doivent être organisés de la façon convenant à la concurrence mondiale. Le ministre de l'économie a donné quelques formules dans ce sens aux capitalistes: "L'industriel iranien doit avoir reçu le message des responsables de l'Etat qui prévoit l'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce. Il doit s'être préparé, dès maintenant, à la concurrence mondiale. Le prix de revient et la qualité des produits doivent avoir la capacité de concurrencer les produits nationaux et internationaux. Nos entreprises doivent augmenter leur force de recherche des nouveaux marchés. La structure financière et des ressources humaines des entreprises doivent être réformée... Durant cette période de préparation aux marchés mondiaux, les machines-outils vétustes et la structure financière et des ressources humaines et l'industrie rentière doivent être améliorés." Certains économistes proches du régime affirment que la réalisation de ces mesures pour une période de passage répartie sur plusieurs années entraîne 400% d'inflation. Ce taux peut être baissé à 200% dans le meilleur des cas. Selon le programme annoncé, la préparation du pays à l'adhésion à l'OMC supprimerait 2 millions d'emplois "de trop" dans le fonctionnariat, l'industrie et les entreprises publiques. La suppression des subventions causera la fermeture de 40% des entreprises industrielles. Ils disent qu'il faut subir cette austérité pour un moment afin de revenir à une économie fleurissante de plein d'emploi et d'inflation maîtrisée. Le gouvernement de Khatami parle de "libéralisation" économique. Ce n'est pas une nouvelle politique, mais la continuation du programme de Rafsandjani qui s'appelait la "modération" économique et a commencé après la fin de la guerre Iran - Irak. Pendant les années de "modération", plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers ont perdu leur emploi. Les entreprises privatisées mais aussi publiques qui n'avaient pas la force de concurrencer les produits étrangères ont fermé les unes après les autres. Au milieu du second mandat présidentiel de Rafsandjani, la monnaie iranienne s'est fortement dévaluée et le taux d'inflation a fait un saut de 50%. A ce moment-là, Khamenei, le guide du régime a décidé de faire arrêter la politique de la "modération" économique, de réinstaurer des taxes douanières sur les importations et de rétablir des subventions sur certains produits. Mais la même politique a recommencé au milieu du premier mandat présidentiel de Khatami. Le troisième plan du développement économique que Khatami a présenté n'a pas pu démarrer, car il existe des barrières politiques et sociales. Sinon il n'est que la continuation du programme dit de "modération" économique de Rafsandjani et tous les dirigeants du régime sont d'accords avec ses principes. La plus grande barrière sur la voie de la "libéralisation" économique est l'Etat islamique lui-même. Ce genre de programme qui veut laisser tout à fait libre les capitaux nationaux et internationaux exige une certaine sécurité pour leur circulation. La République islamique n'a pas pu encore garantir la sécurité qu'il faut aux capitaux. Rafsandjani a tout fait pendant ses huit années de présidence de la République islamique pour que les investisseurs nationaux et étrangers puissent être "libres". Mais sauf dans des domaines comme l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière, les investisseurs étrangers ne veulent pas risquer. Les capitalistes nationaux ne veulent pas non plus faire circuler leurs capitaux dans la production car ils constatent qu'ils peuvent encaisser d'énormes profits plus immédiats en faisant du commerce et du courtage.

L'une des autres conditions préalables à la "libéralisation" économique est de décroître la taille de l'Etat et des appareils qu'il gère. La République islamique fait tout le contraire et cela vient de sa nature réactionnaire et religieuse. Par cette nature, l'Etat religieux est dans l'obligation de superviser tout aspect de la vie sociale et privée des gens. Cette obligation exige des organes. C'est pourquoi les appareils de surveillance, d'espionnage, d'inquisition et de répression du régime n'ont jamais cessé de se développer. Depuis la fin de la guerre

réactionnaire entre les Etats Iran - Irak, les responsables de la République islamique ont toujours dit que les forces des miliciens (bassidji) seront moins importantes, mais maintenant ils parlent de les augmenter à 10 millions, vu que le chômage et les protestations populaires sont en constante augmentation. Il y a de nouveaux services de patrouille et de contrôle des gens qui se créent afin de leur faire peur pour qu'ils arrêtent les protestations. La bureaucratie étatique est toujours plus importante qu'avant. Par exemple l'Assemblée islamique vient de voter une loi en faveur des "enfants de martyrs". Selon cette loi, les administrations, usines, universités et entreprises doivent prévoir un quota pour embaucher les membres des familles de ceux qui ont été tués ou handicapés pendant la guerre réactionnaire. Or le régime islamique ne peut ni baisser le budget des organes de répression ni rétrécir la taille de la bureaucratie. La nature parasitaire et interventionniste du régime islamique fait gonfler davantage l'Etat. Autant l'Etat islamique met plus de pression sur le niveau de vie des ouvriers et travailleurs, autant il augmente le budget des organes de bureaucratie et de répression. L'une des autres raisons de l'échec est le fait que l'économie iranienne dépend aux revenus pétroliers. C'est l'Etat qui exporte le pétrole et dispose de ses revenus. Il joue donc un rôle prépondérant dans l'économie. Il peut influencer l'activité économique du pays en décidant des budgétisations. Les plus grands revenus de l'Etat, à hauteur de 80%, viennent de la vente du pétrole. Le prix du pétrole se discute sur les marchés mondiaux. Les fluctuations du prix du pétrole peuvent perturber tous les calculs de l'Etat. Ce dernier a toujours choisit de rajouter à la masse monétaire sans couverture pour combattre ses déficits budgétaires en générale et pallier le manque budgétaire en particulier suite aux baisses du prix de pétrole décidées sur les marchés mondiaux, mais cela a toujours entraîné des inflations plus importantes. Certains économistes ont dit que les privatisations permettent une meilleure gestion des entreprises par le secteur privé et en plus, elles remplissent les caisses de l'Etat. Toutes les privatisations de ces 12 dernières années en Iran ont prouvé que l'Etat n'a pas encaissé de sommes importantes. Les technocrates qui se sont enrichis ces dernières années par les énormes revenus du pétrole se sont soit appropriés le secteur pétrolier soit l'ont mis à la disposition de leur famille ou proche à bas prix. Par exemple une des factions du régime a dû dévoiler récemment que Rafsandjani, président de la République islamique pendant 8 ans, a mis à la disposition de ses proches des entreprises publiques 20% au-dessous de leur valeur réelle. Les entreprises privatisées n'ont jamais été plus efficaces économiquement, les entreprises privatisées de tissage et de textile en sont des exemples indéniables. Certains responsables du régime ont avoué que l'investisseur privé a exporté les devises que l'Etat avait mises à sa disposition pour "se débarrasser" des ouvriers. Beaucoup d'acheteurs d'entreprises publiques ont même vendu les machines ou les terrains pour des constructions qui rapportaient plus de profits. Il y a aussi un autre problème grave dans l'économie iranienne. Il s'agit des fondations qui ne rendent compte à personne, ni même à l'Etat. La Fondation des Déshérités a entre les mains entre 20 à 30% du PNB. La Fondation du 15 khordad, celle du Martyr ou l'organisme qui s'occupe de la tombe du huitième apôtre chiite à Machhad en sont d'autres exemples. Elles fonctionnent comme un Etat dans l'Etat sans même payer d'impôt.

La "libéralisation économique" s'est faite dans plusieurs dizaines de pays dans le monde. Elle a entraîné partout de néfastes conséquences pour les ouvriers et travailleurs. Dans tous ces pays, le chômage et les prix ont augmenté, la santé et le service public en ont pris de graves coups, bien que dans peu de pays cette politique ait été suivie d'une courte période de reprise économique et de création d'emplois relative. L'Iran est l'exemple de pays où les résultats de la "libéralisation économique" ont été catastrophiques depuis 12 ans. Et maintenant, sous le gouvernement du Khatami, ce soi-disant réformateur, l'on parle de 400% d'inflation, de 2 millions de suppressions d'emploi dans le secteur public et probablement autant dans le privé pour les prochaines années. Le taux réel de chômage en Iran est de 40% de la population active sans que les mesures de la "libéralisation économique" fraîchement votées à

l'Assemblée islamique à majorité "réformatrice" soient mise en œuvre. Chaque année la population active grandit de 500000 personnes qui arrivent sur le marché du travail. Les mesures décidées ne leur laissent pas de chance pour trouver un emploi. Les statistiques officielles parlent de 40% de la population vivant sous le seuil de la pauvreté absolue. Combien seront les gens qui tomberont sous ce seuil lorsque l'on aura supprimé les subventions sur les produits de première nécessité et après 400% d'inflation de plus? En tout cas, la République islamique ne peut que prendre des mesures évoquées pour pouvoir assurer sa propre survie. Reste à savoir si les conditions sociales et politiques lui laissent le temps de les appliquer. Ce qui est sûr est que le camp du travail d'Iran en souffrira énormément. L'existence de la République islamique et le système capitaliste actuel en Iran ne peuvent résoudre les problèmes économiques ni à moyen ni même à court terme. L'économie iranienne ne peut pas recevoir de traitement capitaliste pour ses maux, il lui faut des changements révolutionnaires et radicaux.